



Taux actuels de d'émaciation : 6% retard de croissance : 27.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 17%

Source: Gouvernement bissau-guinéen (MICS, 2014)

### Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Guinée-Bissau : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Guinée-Bissau : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Guinée-Bissau : 92.4% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.

### Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (0.9% des dépenses publiques en 2013) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Guinée-Bissau : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (9.5% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Guinée-Bissau : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Guinée-Bissau : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Guinée-Bissau : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plano Estratégico e Operacional 2015-2020 Terra Ranka Documento II Relatorio Final) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Guinée-Bissau : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (21.5% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Guinée-Bissau : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Guinée-Bissau : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.



## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	0.9%	2013	44e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	9.5%	2015	10e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Médiocre	2016	45e
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	41er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	23.7%	2014	43e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Très médiocre	2010	43e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2014	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2014	30e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2017	34e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2017	35e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	87%	2015	17e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	74.6%	2015	32e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	21.5%	2015	34e
Visites médicales pour les femmes enceintes	92.4%	2014	20e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2015-2020	37e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Faiblement consacre dans le droit	2016	34e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel